

**PROJET DE REVISION DU DECRET DE LA RESERVE NATURELLE DE SCANDOLA**

**ENQUETE PUBLIQUE**

**Communes de GALERIA (Haute-Corse) et d'OSANI (Corse-du-Sud)**

**COMPTE-RENDU DE LA REUNION D'INFORMATION ET D'ECHANGE AVEC LE PUBLIC**

**DU 17 JANVIER 2025 A LA TOUR DE GALERIA (commune de GALERIA)**

Conformément à l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°R-20-2024-11-25-00002 du 25 novembre 2024 prescrivant une enquête publique relative au projet de révision du décret de la réserve naturelle de Scandola qui s'étend sur le territoire des communes de GALERIA (Haute-Corse) et d'OSANI (Corse-du-Sud), la commission d'enquête par sa Présidente en adresse le compte-rendu prévu par l'article R123-17 du code de l'environnement à Monsieur le préfet de Corse, et M. le Directeur de la mer et du littoral de Corse.

**Accueil et introduction de la réunion**

*À la suite de quelques soucis techniques liés au matériel de rétroprojection, la réunion publique débute à 14H40. La salle est pleine, on dénombre environ 70 personnes dans l'assistance.*

En préambule, la présidente de la commission d'enquête informe le public, comme prévu par le Code de l'Environnement, qu'un enregistrement audio de la réunion est réalisé et précise que les personnes qui souhaiteront intervenir auront le choix d'indiquer ou non leur identité. En clôture de réunion, l'arrêt de l'enregistrement sera également précisé.

La présidente remercie l'assistance de sa patience et ouvre la réunion publique. Elle débute par une présentation du déroulé de la réunion :

- I Présentation des acteurs que sont les services de l'Etat en qualité de porteur du projet et présentation des membres de la commission d'enquête publique
- II Définition de l'enquête publique et du rôle des commissaires enquêteurs
- III Présentation du projet
- IV Echanges avec le public
- V Conclusions et fin de la réunion

*Son intervention est accompagnée du déroulé d'un diaporama dont les différentes séquences sont présentées en annexe de ce compte-rendu (cf. annexe n°1).*

## I Présentation des acteurs par la Présidente de la Commission d'enquête publique

### **Pour le porteur de projet**

M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud,

M. Yoann TOUBHANS, sous-préfet de l'arrondissement de Calvi,

Mme Amélie CHARDIN, administratrice en chef de 1<sup>ère</sup> classe des affaires maritimes, chef de la division « action de l'Etat en mer » de la préfecture maritime de la Méditerranée,

M. Tristan BATAILLE, chef de service gestion intégrée de la mer et du littoral - Direction de la mer et du littoral de Corse (DMLC),

M. Henri RETALI, adjoint au chef de service (DMLC),

Mme Marine DEDEKEN, chargée de mission protection de la biodiversité marine et politique maritime intégrée (DMLC),

### **Pour la commission d'enquête**

Mme Carole SAVELLI, présidente de la commission d'enquête,

Mme Carole BOUCHER, commissaire enquêtrice,

M. Jean-Paul MARANINCHI, commissaire enquêteur.

## II Définition de l'enquête publique et du rôle des commissaires enquêteurs par la Présidente de la Commission d'enquête publique

La présidente fait savoir que l'enquête publique est une procédure réglementaire visant à informer le public sur un projet susceptible d'impacter l'environnement. L'enquête publique permet de recueillir les avis, observations et contre-propositions du public, avant que l'autorité compétente ne prenne une décision. Il est rappelé également que les commissaires enquêteurs n'ont aucun intérêt au projet, étant des tiers neutres, indépendants, désignés par le Tribunal administratif et soumis à un devoir de réserve.

Elle rappelle :

- la période et les lieux d'enquête,
- les différentes possibilités d'accès au dossier,
- les modalités permettant de verser des observations (courrier, courriel, registres papier / dématérialisé),
- la possibilité de rencontrer les membres de la commission d'enquête lors des différentes permanences,
- et l'importance de la participation du public.

A l'issue de l'enquête publique, elle indique que la commission d'enquête publique établit le procès-verbal de synthèse des observations du public qu'elle adresse au porteur de projet. Ce dernier a un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles. A la suite, la commission d'enquête produit un rapport et des conclusions motivées. Son avis peut être favorable, favorable avec réserve(s) ou défavorable.

Ce projet de révision du décret de 1975 sera soumis après enquête publique à différentes instances et notamment à l'avis du Conseil des sites, du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP) et du Conseil d'Etat.

Dans la période de préparation de l'enquête publique, le porteur de projet et la commission d'enquête publique ont décidé d'organiser une réunion publique dans l'objectif de présenter le contenu du dossier au plus près de la population mais également de permettre des échanges interactifs. Il est souligné que cette disposition du code de l'environnement avait fait l'objet d'une recommandation des membres du CNPN. Elle rappelle que le porteur de projet n'avait pas obligation d'être présent et les remercie de l'être pour mieux expliquer le projet, mais également d'avoir contribué à l'organisation de cette réunion.

La présidente de la commission d'enquête fait savoir que la participation du public est essentielle. Elle rappelle l'intérêt de pouvoir aller à la rencontre des citoyens et de mieux en saisir leurs attentes et leurs réactions audit projet.

Elle invite les services de l'Etat à prendre la suite en qualité de représentants du porteur du projet afin de présenter la proposition de révision du décret inscrit dans les documents de l'enquête publique.

### III Présentation du projet

M. Tristan BATAILLE, chef de service à la DMLC, salue le public et vient préciser les différentes étapes de cette présentation : les raisons de ce projet de révision, les intervenants au projet. Il précise que les propositions d'évolution sont présentées au débat de manière à recueillir les avis et propositions du public.

*Un diaporama vient illustrer son propos (cf. annexe n°2).*

Ce projet de révision du décret de la Réserve Naturelle de Scandola (RNS) est un projet porté par le Ministère de la Transition écologique et donc l'Etat. Il s'agit d'un projet de modification d'un décret, acte administratif qui est signé en fin de procédure par le Premier ministre et le ministre de l'Environnement, de la Transition écologique. Cette procédure de révision est menée sous l'autorité du préfet de Corse et du préfet Maritime ; la Direction de la mer et du littoral de Corse (DMLC) assure le pilotage au plan local à la fois technique et juridique.

En introduction, il paraît important de rappeler que cette Réserve Naturelle de Scandola est incluse dans un espace plus grand avec de forts enjeux écologiques et une naturalité très préservée. Ce petit espace comprend une partie terrestre et maritime, situé entre Calvi et Cargèse.

En droit français, la réserve naturelle constitue l'outil juridique de protection le plus fort. Ainsi, le législateur a voulu que la conservation du patrimoine naturel prime sur les autres enjeux. Pour ce faire, il est possible d'encadrer les activités, la liberté de circuler et d'entreprendre, la protection de l'environnement ayant la primauté.

La réserve naturelle de Scandola (RNS) a également une dimension internationale, au-delà des sujets locaux et nationaux, puisqu'elle est inscrite comme Bien du patrimoine mondial de l'Humanité sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, site du golfe de Porto. Cette inscription est une reconnaissance de la valeur exceptionnelle de ce patrimoine naturel.

Jusqu'en 2020, la RNS bénéficiait du Diplôme européen des espaces protégés de la Convention de Berne de 1979 sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe.

La nécessité de réviser le décret est partagée depuis assez longtemps puisque la réserve est dans une situation que l'on peut qualifier de paradoxale et aussi de critique. En effet, les scientifiques, le Conseil scientifique de la RNS et les instances de gestion de la RNS ont alerté sur la situation et sur le fait que certaines parties de l'écosystème ne sont pas dans un état de conservation aussi bon qu'escompté dans un espace classé réserve naturelle.

La situation est considérée également comme paradoxale, puisque le décret qui donne des capacités d'action pour protéger la réserve et des moyens d'action au gestionnaire, lorsqu'il a été conçu il y a près de cinquante ans, tous les outils n'ont pas été mis en place. Pour exemple, la navigation libre est un cas unique sur le territoire. En effet, l'autorité du préfet Maritime est contrainte : il ne peut pas restreindre la navigation ni l'interdire. Dès lors, il était important de redonner des capacités d'action au préfet Maritime afin qu'ensuite le gestionnaire ait les capacités de mieux protéger la réserve.

Ce travail s'est conduit sur la base d'une synthèse de la bibliographie. Le rapport de présentation fait état de près de 25 références (articles, rapports techniques issus de gestion) incluses au dossier d'enquête publique permettant de produire un avis.

Ce constat scientifique s'est traduit aussi à travers une demande de l'Assemblée de Corse de renforcer la protection du patrimoine naturel (cf. délibération n°21/213AC en date du 19 novembre 2021 de l'Assemblée de Corse portant adoption d'une motion relative à la modification du décret n°75-1128 du 9 décembre 1975 portant création de la réserve naturelle de Scandola), commande politique qui est faite à l'Etat de réviser et de modifier au plus vite le décret de la RNS. Les constats posés par cette délibération sont la mauvaise gestion du flux touristique avec ses conséquences sur la biodiversité du site et également la perturbation des communautés biologiques par la plaisance nautique, en particulier l'impact mécanique des ancres.

Les alertes scientifiques remontent à un certain nombre d'années notamment suite au retrait du Diplôme européen des espaces protégés de la RNS par le comité permanent de la Convention de Berne. Le Comité Consultatif de la RNS fin 2021 a formulé sa volonté de demander à l'Etat de modifier la réglementation de la réserve. Ainsi l'Assemblée de Corse a soutenu le gestionnaire, le Comité Consultatif et le Conseil scientifique de la RNS dans leur démarche pour la modification de la réglementation de la réserve.

Le Gouvernement en avril 2022 a répondu favorablement à cette demande de révision du décret de 1975. La Secrétaire d'Etat à la Biodiversité auprès de la ministre de la Transition écologique, Madame Bérangère ABBA, a demandé au préfet de Corse avec l'appui du préfet Maritime de lancer cette révision, conformément à la demande formulée par l'Assemblée de Corse. L'objectif était de lancer cette procédure rapidement.

En septembre 2022, le préfet de Corse a initié cette révision et un travail s'est engagé avec l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC) et le Parc Naturel Régional de Corse (PNRC), compte tenu de leurs rôles respectifs de gestion de cette aire marine protégée.

En Corse, la compétence de gestion des réserves naturelles a des particularités. Ainsi, la compétence de gestion des réserves naturelles a été transférée à la Collectivité de Corse en 2002.

*Monsieur BATAILLE fait état du dispositif législatif de 2002 relatif aux réserves naturelles et portant notamment modification du Code de l'environnement ayant élargi les compétences de la Collectivité de Corse dans le domaine de la protection et de la mise en valeur des espaces naturels. Ainsi, les modalités*

*de gestion et de contrôle des prescriptions des réserves créées par l'Etat avant 2002, sont définies par l'Assemblée de Corse après accord du préfet de Corse.*

Puis la Collectivité de Corse a confié cette compétence à l'OEC, lequel assure le pilotage de la politique des réserves naturelles, le contrôle administratif et financier. La gestion opérationnelle de la RNS est assurée par le PNRC.

L'Etat dans ce schéma conserve un rôle plus réduit que celui exercé dans d'autres régions que ce soit la PACA ou l'Occitanie. Le rôle de l'Etat en gestion courante se borne, lorsque le gestionnaire et le Comité consultatif ont décidé d'une étude scientifique par exemple, de délivrer son autorisation de manière à ce que les scientifiques puissent observer, prélever ou plonger.

En l'espèce, la révision du décret ne peut se faire simplement et doit répondre à un processus lourd et formel. Même s'il y a eu, dans le cadre de la décentralisation des transferts de compétence, c'est l'Etat qui conduit la procédure de révision du décret puisque lors de sa création, il s'agit d'une réserve nationale. L'Etat pilote ce dispositif et travaille en relation avec l'OEC et le PNRC.

Un quatrième acteur apparaît c'est le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) puisque pour modifier le cadre juridique d'une réserve nationale naturelle, il faut suivre la même procédure que celle prévue pour la création de la réserve. Cette instance nationale est un conseil scientifique composé d'experts indépendants institués par le Ministère de l'Ecologie. Ces experts vont se prononcer et orienter le cadre de cette révision au niveau scientifique et en matière de gestion. Ils s'expriment à plusieurs reprises et leur avis est déterminant et même dimensionnant pour le projet qui est proposé et soumis à l'enquête publique.

Ainsi le CNPN s'est exprimé pour la première fois en janvier 2023. Le CNPN a désigné un rapporteur qui est venu en visite d'une semaine en Corse au mois de mai 2023. Il a rencontré et échangé à cette occasion avec différents acteurs, même si les conditions de mauvaise mer ne lui ont pas permis de se rendre sur le site de la RNS. Un an plus tard, le CNPN s'est de nouveau prononcé à la lumière de l'avis de cet expert. Il a orienté le contenu de cette réglementation vers une protection plus ambitieuse.

En novembre 2024, le préfet de Corse a lancé l'enquête publique. M. BATAILLE précise que la période d'enquête publique est en cours. Ceci doit permettre à toute personne d'en prendre connaissance et de se prononcer sur le projet de révision du décret.

Dans le semestre à venir, une fois que la synthèse de l'enquête publique sera produite et les dernières consultations locales reçues (notamment administrations civiles et militaires intéressées par le projet, collectivités territoriales dont le territoire est affecté par le projet de révision de la RNS soit communes, intercommunalités, Collectivité de Corse...), cela donnera lieu à une décision avec les adaptations jugées nécessaires de la Ministre de la Transition écologique. Après, il y a effectivement un temps politique sur ce projet au niveau national.

Une fois cette décision prise, il y a un déroulé procédural qui amène à différentes consultations notamment le CNPN. Le projet est également soumis à l'avis du Conseil d'Etat, instance juridique qui vérifie le bien fondé et le caractère proportionné des mesures proposées.

Ce déroulé administratif et procédural laisse supposer une mise en vigueur du nouveau décret sur la saison 2026.

Cette procédure a donné lieu à de nombreuses réunions techniques et institutionnelles avec un cadre de concertation adapté : des réunions avec la DMLC, l'OEC et le PNRC, les instances de gestion de la RNS, le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN), les relations avec les directions

du Ministère, lors de la visite du rapporteur du CNPN, le travail interinstitutionnel entre le préfet de Corse et le préfet Maritime Méditerranée, également les présidents de l'OEC et du PNRC.

Après avoir précisé les raisons ayant conduit au projet de révision de la RNS et les différents acteurs impliqués, M. BATAILLE présente le projet de décret soumis à l'enquête publique.

Sur la partie terrestre située sur la commune d'Osani, l'ensemble des réglementations prévu au décret de 1975 est repris, dans une logique de non-intervention, le changement porte sur quelques mesures de gestion et de connaissance notamment à caractère scientifique visant à en faciliter l'exercice. Toutes les interdictions existantes sont maintenues.

Sur la partie marine qui est au cœur du projet, M. BATAILLE fait un rappel de la réglementation qui s'applique actuellement sur la réserve avant de présenter les évolutions soumises à l'enquête publique.

S'agissant de la réglementation de 1975 sur la partie maritime, le dispositif comprend les interdictions classiques visant à empêcher toute pollution (interdiction de déverser des eaux usées, de jeter des déchets dans l'eau par ex.), interdiction de prélever (plongée bouteille sous-marine interdite, interdiction de pêche). Pour la pêche, il est précisé qu'un mécanisme dérogatoire existe pour les pêcheurs (temporaires ou permanents) avec un *numerus clausus* sur la RNS dont un arrêté préfectoral vient fixer les conditions.

Également, il y a une interdiction de mouillage sur la RNS de nuit et des restrictions supplémentaires sur la zone située entre Gargalo et Palazzu [*cf. diaporama page 11 Réglementations actuelles dans la partie marine : la zone désignée est sous fond bleu marine correspondant à une zone de non prélèvement de pêche hachurée de jaune, zone d'interdiction de mouillage jour et nuit. Pour cette dernière interdiction, les pêcheurs professionnels bénéficient d'une dérogation dans la passe de Gargalo (arrêté du préfet maritime 17/2000)*]. Sur cet espace, le mouillage est interdit de jour comme de nuit et la pêche y compris professionnelle est interdite, il s'agit d'une « zone de non prélèvement » sur cette petite surface au sein de la RNS.

En plus de ce dispositif juridique s'ajoute, depuis quelques années, dans le cadre du renforcement de la protection du rapace Balbuzard pêcheur, une réglementation temporaire. Cette dernière vise à assurer la protection des nids et s'applique en fonction de l'état de la reproduction, de son caractère certain. Ainsi, selon les années, la fréquentation de l'espèce, il y a plus ou moins de nids de balbuzards protégés sur la réserve naturelle de Scandola (pour exemple, le nid de Cala Maiora autour duquel un périmètre de protection de 250 m a été établi sur la saison 2024). Il est rappelé que cette réglementation est temporaire, le reste du dispositif étant permanent.

Enfin, il est rappelé le principe général\* selon lequel la vitesse de tout navire (à voile ou à moteur) et engin immatriculé est limitée à 5 nœuds dans la bande littorale des 300 mètres à compter de la limite des eaux. Cette limitation de vitesse est générale et permanente.

*(Cf. \* Sur ce principe général : Textes législatifs et réglementaires - Articles L. 5242-2 et L. 5243-6 du code des transports. - Décret n°2007-1167 du 2 août 2007 modifié relatif au permis de conduire et à la formation à la conduite des bateaux de plaisance à moteur. - Arrêté préfectoral n° 19/2018 du 14 mars 2018 modifié réglementant la navigation et la pratique de la plongée sous-marine le long du littoral des côtes françaises de Méditerranée).*

Le projet proposé au débat est qualifié d'ambitieux par M.Bataille. Il rappelle qu'il tient compte des recommandations du CNPN dans son avis du mois d'avril 2024, recommandations reprises dans l'avis

du Ministre délégué chargé de la Pêche et de la Mer. Dans le processus interne, il y a une validation politique du projet, lequel est proposé au débat, en ce sens où il n'est pas achevé.

L'enquête publique est une procédure qui vise à assurer l'information et la participation du public au processus d'élaboration de décisions susceptibles d'affecter l'environnement, comme cela a été précisé préalablement par la présidente de la commission d'enquête.

En ce sens, les services de l'Etat sont à l'écoute des questions, réactions et souhaitent recueillir les propositions du public sur le projet présenté. Au niveau local, le rôle des représentants de l'Etat est de faire remonter ces éléments au Ministère afin de poursuivre un travail de construction politique du projet.

Au projet de révision de la RNS, les nouvelles réglementations proposées sont les suivantes :

- . L'interdiction du mouillage de jour comme de nuit sur l'ensemble de la RNS sauf pour les quelques pêcheurs autorisés en situation de travail ;

- . Pour le balbuzard pêcheur, il est proposé sur l'ensemble des nids de la réserve (10 nids reportés sur le plan -voir annexe 2), indépendamment d'une reproduction caractérisée, certaine ou non, d'assurer une protection sur une période couvrant de manière élargie la période de reproduction, soit de février à août. Cela suppose que ces espaces d'un rayon de 250 m autour de chaque nid sont interdits d'accès, y compris pour les pêcheurs professionnels.

- . Autre mesure d'importance venant modifier le décret est d'accroître les restrictions dans la zone de non-prélèvement, il est prévu d'y interdire la circulation des navires toute l'année en vue de protéger ce secteur qui est considéré comme un point chaud de biodiversité par les scientifiques ;

- . La limite de vitesse à 5 nœuds étendue sur toute la partie marine de la RNS ;

- . L'interdiction de survol (actuellement en vigueur sur la partie terrestre) sur la partie marine (ex. drones) de manière à interdire cette activité et éviter les nuisances associées ;

- . Comme précisé préalablement, la compétence du préfet Maritime étant actuellement empêchée, il est proposé, comme cela existe pour d'autres réserves dont celle de Bonifacio, que le préfet Maritime puisse réglementer après avis du Comité Consultatif, de manière temporaire ou plus longue la navigation, le préfet maritime retrouvant ainsi sa compétence de droit commun (cf. article 22 au projet de décret).

- . Le projet de décret prévoit également des mesures de gestion facilitées à destination des études scientifiques en matière de prélèvement et la possibilité de mener des actions de lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Cette présentation terminée, la parole est donnée au public présent dans la salle.

### 1<sup>ère</sup> intervention

M. Xavier d'Orazio Représentant de la prud'homie des patrons pêcheurs d'Ajaccio :

M. d'Orazio se prononce en qualité de représentant des pêcheurs professionnels et évoque le manque à gagner pour les pêcheurs si ce projet de décret est adopté. En effet, les pêcheurs travaillent sur le territoire de la Réserve Naturelle de Scandola toute l'année, il précise que les fonds marins de la réserve varient entre 30 et 40 mètres à proximité du littoral, au-delà on atteint très vite une profondeur de 60 à 70 mètres, profondeur à laquelle les pêcheurs ne peuvent travailler.

Aussi, il fait observer que si le passage par Gargalo n'est plus autorisé, cela rend impossible l'activité de pêche au regard du coût du gazole induit par le détour à réaliser, la perte de temps, soit un manque à gagner qui renvoie à un arrêt de l'activité de pêche professionnelle.

Il précise que les pêcheurs sont respectueux de l'environnement et de la Nature mais qu'il faut également penser au facteur humain, les professionnels souhaitant travailler à l'année sur ce territoire.

Avec ce projet, il explique que les professionnels perdent des hectares de pêche, sans compter l'espace déjà occupé par les corps-morts. La question qui est posée est la suivante : « où les pêcheurs vont-ils travailler ? que vont-ils devenir eux et leurs familles ». Il fait savoir que l'activité de pêche se veut respectueuse de l'espèce balbuzard et que le balbuzard évolue tranquillement dans leur voisinage immédiat. Il dit que les pêcheurs sont respectueux de la nature et du calme ambiant.

Madame la présidente de la commission d'enquête questionne sur la profondeur des fonds qui est très importante juste après le périmètre de la réserve, ce qui est confirmé par M. d'Orazio. Il précise que les pêcheurs travaillent sur le secteur 90 % de l'année. Les pêcheurs de la RNS (environ 7) voient leur activité condamnée si le projet est adopté en l'état.

Madame la présidente de la commission d'enquête interroge sur le fait de savoir si les pêcheurs professionnels ne sont pas en accord avec le projet de réglementation visant l'interdiction d'entrer dans la passe de Gargalu et d'être à plus de 250 mètres de rayon de points identifiés ainsi que sur la vitesse limitée à 5 noeuds. Elle souhaite connaître le nombre de pêcheurs actifs sur la zone concernée. M. d'Orazio en tant que représentant n'est pas d'accord sur l'interdiction d'entrer dans la passe de Gargalu et sur celle des 250m.

Selon M. d'Orazio, il y a une dizaine de pêcheurs actifs sur la zone qui viennent de différents ports de la façade littorale : Cargèse, Porto, Sagone, Girolata...

### 2<sup>ème</sup> intervention

Un pêcheur de Girolata intervient au débat et souhaite apporter quelques précisions.

Madame la présidente de la commission d'enquête interroge sur le sujet de la limitation de la vitesse des navires à 5 noeuds, avant de lui donner la parole aux fins d'une meilleure compréhension.

Le pêcheur de Girolata précise qu'à faible vitesse, la consommation de carburant est moindre. En action de travail, il n'y a pas de nuisance sonore, pas de pollution...



*Le pêcheur de Girolata s'approche de la carte afin de mieux désigner certains éléments du projet, notamment la Zone de Protection Intégrale autour de Gargalo.*

Il fait remarquer que cette zone de protection intégrale va conduire les pêcheurs professionnels à faire un détour par l'extérieur et ainsi consommer plus de carburant, plus de distance soit plus de carburant, mais il s'y ajoute une question de sécurité.

Ainsi, il désigne un angle vert où il est écrit « île de Gargalo » sur la carte et précise qu'il s'agit de la pointe la plus à l'Ouest de la Corse. *« C'est l'extrême Ouest de la Corse et tous les navigateurs savent ce que sait que de passer cette pointe notamment lors de mer mauvaise . Pour exemple, le bateau de servitude de Girolata aurait dû chercher la marchandise aujourd'hui à Galeria mais n'a pas pu partir de Girolata parce qu'il n'a pu passer justement cet endroit. »* En cas de mauvais temps, les navires traversent la passe de manière à se mettre à l'abri. Celui qui navigue, s'il passe à l'intérieur de la passe est dans la bande des 300 mètres (*vitesse limitée à 5 nœuds*).

Le pêcheur professionnel résume en faisant état de deux raisons qui motivent leur opposition au projet : la raison économique et la raison de sécurité.

Concrètement, si le pêcheur revient de la baie d'Elbo et qu'au retour il y a du vent de Sud-Ouest, les bateaux font entre 6 et 7 mètres de longueur, les pêcheurs n'ont pas de chalutiers, les conditions de navigation sont difficiles.

De plus, le pêcheur poursuit en évoquant les différents points jaunes sur la carte visant à identifier les nids de balbuzard.

A ce titre, le pêcheur conteste un des points jaunes en précisant que cela fait plus de quinze années qu'il n'a pas vu de balbuzard à cet endroit c'est-à-dire à Cala di Ponte. Ce nid n'existe plus à sa connaissance.

Toutes les zones bleues (*rayon de 250 m autour des nids de balbuzard identifiés*) présentées au projet sont interdites à la pêche professionnelle. Ce sont des zones où les fonds sont d'une profondeur maximale de 45 mètres dès lors ce sont des zones de pêche. Si le pêcheur s'écarte de cette zone il se retrouve dans la zone que l'on appelle le « *macciotte* ». Sur un canot, « casser des *macciotte* », cela est très compliqué. Pour prendre un kilogramme de langoustes, vous prenez trente « *macciotte* » par jour...

Toutes les zones de pêche, même celles situées en dehors de la réserve maritime, dès que vous dépassez 40 mètres de profondeur, vous vous situez dans une zone de hauts fonds où les pêcheurs traditionnels ne peuvent pêcher. Il y a 3 pêcheurs à Girolata qui ont tous les mêmes types de bateaux. Au total, les pêcheurs devraient être 10 mais ils ne sont plus que 6. Certains pêcheurs ont souhaité bénéficier de licences permanentes sur Porto qui leur ont été refusées.

Finalement, si les zones identifiées en bleu ne sont pas autorisées à la pêche, il explique qu'il n'y a plus d'intérêt pour les professionnels de venir pêcher sur le site de la réserve naturelle de Scandola : hausse de la consommation de carburant, travail supplémentaire, profondeur trop importante.

La présidente de la commission d'enquête interroge sur la zone colorée en vert, « hot spot » de biodiversité, zone de protection intégrale au projet de révision de la RNS.

Le pêcheur professionnel confirme que cette zone bénéficie déjà d'une interdiction de pêche et que cela est respecté.

Le pêcheur fait relever une erreur de désignation sur la carte « Punta Nera » au lieu de « Punta Bianca ».

Au projet, les différents nids identifiés viennent supprimer cinq zones de pêche, la surface restante présentant essentiellement des profondeurs conséquentes, il n'y a plus lieu de venir y pêcher. Dès que l'on s'éloigne à 50 mètres des côtes, il y a des hauts fonds. Les profondeurs sont précisées sur la carte.

Les deux problèmes sont l'interdiction du passage de Gargalo qui ne paraît pas justifié puisqu'un nid a été fabriqué mais n'a jamais été occupé, un autre nid est occasionnellement occupé, cela aurait pour conséquence de mettre en danger les pêcheurs et de leur faire dépenser plus de carburant. Les autres zones colorées en bleu sont des zones de pêche pour les professionnels et les amateurs.

### 3<sup>ème</sup> intervention.

Une personne se présentant comme batelier souhaite intervenir sur la limitation de vitesse à 5 nœuds sur l'ensemble du territoire de la réserve. Les gens vont perdre du temps en naviguant à cette vitesse pour retrouver une zone où la vitesse habituelle de navigation de 20-25 nœuds est autorisée. Les bateliers doivent assurer un certain nombre de visites. De façon générale, les personnes vont accélérer à la suite afin de rattraper le temps perdu. Cela va occasionner des nuisances bien plus importantes qu'actuellement.

Lorsque vous êtes dans la réserve naturelle de Scandola et que vous êtes obligé de sortir de cette zone à une vitesse de 5 nœuds, vous vous retrouvez à l'extérieur avec du vent dominant du Sud-Ouest (ce qui arrive assez souvent, « 6 fois sur 10 »), plus vous êtes proche des côtes, plus vous naviguez dans de bonnes conditions. Si vous êtes obligé de sortir à l'extérieur, il y aura des secousses et une perte de temps indéniable.

La présidente interroge sur la distance minimale suffisante par rapport aux côtes pour visiter la réserve. Le batelier fait savoir que « plus vous êtes prêts, plus vous en prenez plein les yeux ».

Sur la carte de la réserve naturelle sont inscrits deux points jaunes que sont « *Cala maiora* » et « *Ponte* » : lorsque vous avez visité la partie Sud, ce sont les deux points clés de la visite de Scandola. Si ces lieux ne sont plus accessibles, il n'y a plus d'intérêt à la visite et « c'est une condamnation à mort ». « *Cala maiora* », c'est là où l'on peut voir la Corse dans le rocher et « *Ponte* », c'est l'arche. Il y a un point jaune à Ponte alors qu'il n'y a pas de nid et dès lors il ne pourrait plus y avoir de visite de l'arche. Suite à une demande de précision de la présidente de la commission d'enquête, le batelier précise qu'il assure des visites depuis Porto.

### 4<sup>ème</sup> intervention

Monsieur Dominique PIERI, président de l'association des bateliers de Scandola, fait savoir qu'il représente une certaine partie des bateliers. Au cours de la présentation du projet de révision de la RNS, le représentant de l'Etat a précisé que les instances locales avaient été associées au projet, soit l'Office de l'Environnement (OEC) et le Parc Naturel Régional de Corse (PNRC). En préambule, il souhaite connaître l'avis des acteurs locaux qui ont participé à l'élaboration de ce projet.

### 5<sup>ème</sup> intervention

M. Guy ARMANET, président de l'OEC, s'exprime à la suite et fait remarquer que « *cela n'a échappé à personne que l'OEC est au milieu du public et qu'ainsi vous avez votre réponse* ». Il déclare qu'à aucun moment, l'OEC n'a participé à la rédaction du projet de décret. Au-delà de cette non-participation, il

explique que les services de l'OEC ont travaillé d'arrache-pied depuis un an pour faire prendre en compte aussi bien les intérêts de la pêche que ceux des bateliers, *« il y a eu un travail mené ensemble »*, *« La position de l'OEC est très claire et fera l'objet d'un dépôt d'observation à l'enquête publique »*.

A ce titre, il renvoie à une motion adoptée par le Conseil National de la Protection de la Nature le 12 juillet 2020 notamment sur la fréquentation du site afin qu'elle *« fasse l'objet d'une réglementation spécifique permettant de limiter qualitativement et quantitativement la circulation et le stationnement des bateaux, avec une zone d'exclusion de toute embarcation dans un rayon de 250 mètres autour des nids de balbuzards pêcheurs en reproduction »*.

*« A partir de là, l'OEC et le PNRC ont travaillé avec les bateliers :*

*1. Pour établir une charte,*

*2. Pour mettre en exergue les points importants à valoriser.*

*Un travail commun a été engagé. Tout le monde est partie prenante. Nous devons écrire un projet de décret qui convienne à l'ensemble des acteurs du territoire. Il ne peut pas en être autrement ».* *« A notre grande surprise, le projet de décret fourni la semaine dernière, à notre sens relève de quelques anomalies »* qui ne sont pas compatibles avec la gestion de la RNS ; ce qui vient d'être précisé et évoqué en réunion publique, soit : «

1. Le côté sécuritaire : *« nous ne pouvons pas mettre en danger nos pêcheurs par rapport à une quelconque réglementation qui viendrait les mettre en difficulté »* ;

M. ARMANET souligne l'importance du volet sécuritaire et demande aux services de l'Etat de bien vouloir en prendre note et en faire état au préfet Maritime.

2. L'activité de pêche. : M. ARMANET renvoie en ce sens à ce que vient d'expliquer ci-avant M. d'ORAZIO, représentant des pêcheurs, sur les risques et inconvénients.

3. Pour les bateliers, M. ARMANET tient à souligner le travail produit depuis 2020 et l'élaboration d'une charte commune où certaines règles visent à la protection des nids.

*« Depuis, trois ans, un travail commun est effectif et ce sont les bateliers eux-mêmes comme les pêcheurs qui signalent les lieux où ils ont pu observer des oisillons et des reproductions auprès des services du PNRC et de l'OEC. »*

M. ARMANET informe également de la collaboration menée depuis trois ans avec l'association environnementale U LEVANTE : des membres de l'association sont invités sur les embarcations et conduits sur le site de la réserve aux fins de comptage des nids.

Cela fait trois ans que les choses sont pour lui gérées de la meilleure des façons via des arrêtés minute pris par le préfet Maritime, cette gestion est jugée efficace comme jamais connue auparavant.

4. Enfin le dernier point sur lequel l'OEC s'oppose fortement et de manière scientifique : *« quel est l'intérêt aujourd'hui de surveiller des nids vides ? »*. Il rappelle que les équipes sont en nombre insuffisant, y compris avec la Direction de la Mer et du Littoral Corse (DMLC), pour surveiller la réserve de Scandola. *« Si la surveillance doit être élargie aux nids vides, c'est une incohérence totale. » » Scientifiquement, vous ne pourrez pas expliquer que la surveillance est élargie aux nids vides, d'autant que certains nids n'existent plus ».*

Il conclut sur le travail positif mené et l'écriture en cours d'une licence spécifique pêche et batelier pour fréquenter cette zone et également instaurer une Réserve Naturelle de Corse (RNC) au droit de la Réserve Naturelle de Scandola (RNS). C'est une demande de l'UNESCO.

Dans ces circonstances, si l'initiative de ce projet de révision est de « *mettre la Réserve Naturelle de Scandola sous cloche* », « *cela risque de nuire au travail mené par l'OEC et le PNRC et de leur ôter toute crédibilité, que ce soit auprès des maires, mais aussi auprès des pêcheurs et des bateliers* ».

M. ARMANET s'adresse aux services de l'Etat en faisant valoir les difficultés à mener dans ce contexte un travail commun tout en essayant de préserver le cadre environnemental de Scandola. Cela ne passera que dans la concertation et via une révision du décret sur les choses absurdes qui y sont écrites.

Le président de l'OEC demande instamment aux représentants de l'Etat de revoir le projet présenté sur la RNS ; la Collectivité de Corse dont il est le représentant s'opposera à l'actuelle proposition. « *Nous avons à faire vivre ensemble les pêcheurs, les acteurs du territoire, les communes, les bateliers, toutes les personnes qui s'associent pour faire vivre l'environnement sur ce secteur* ».

*Applaudissements nourris de la salle suite à ces propos.*

#### 6<sup>ème</sup> intervention.

M. Xavier CZERWINSKI, secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud, prend la parole. Il rappelle qu'il est accompagné du sous-préfet de Calvi et se prononce au nom de Monsieur le préfet de Corse.

Tout d'abord, il vient préciser que, pour l'essentiel de ce qui vient d'être dit par M. ARMANET, président de l'OEC, les services de l'Etat sont en accord. Le fait que les services de l'Etat soient présents témoigne du souhait de mener un travail concerté dans les territoires afin de faire progresser ce projet.

Il fait état des nombreuses étapes et itérations mais également des différents échanges qui ont abouti à cette proposition. Il rappelle que cette semaine, des rencontres ont eu lieu notamment avec les maires du territoire concerné au nombre de sept qui lui ont fait part de ces mêmes sujets, mais également des échanges avec les bateliers. Il précise que « *de manière assez évidente, il y a un consensus sur la nécessité d'adapter un certain nombre de points à la réalité du territoire dans son fonctionnement que ce soit pour les pêcheurs, les bateliers mais également les personnes qui vivent sur ce territoire* ».

M. le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud évoque le témoignage d'un élu habitant Piana qui a dit très clairement connaître la réserve depuis toujours, y aller avec sa famille tout au long de l'année, pas forcément pendant la période estivale où il y a le plus de fréquentation. « *Dans ces conditions, ses enfants, ses petits-enfants ne verront jamais la beauté de ce territoire . Il est évident que lorsque l'on entend cela, cela n'est pas acceptable, quand on connaît la fréquentation du site pendant les huit mois de l'année où très peu de personnes ont la possibilité de naviguer en proximité* ».

Dans cet état d'esprit, le secrétaire général annonce très clairement que ce dossier ne peut rester en l'état et doit évoluer sous un délai de six mois. Il invite chacun en responsabilité à apporter sa contribution à ce travail technique. Il précise que l'objet de l'enquête publique et de la réunion publique est d'entendre les réactions de chacun, les différents avis sur ce projet. « *Après l'enquête publique, il y a un temps de travail technique de façon à ce que sur chacun des points, il y ait des propositions.* » « *Cela a été évoqué et précisé avec l'OEC, les maires, les bateliers. La Collectivité de Corse au regard de ses compétences et de son positionnement a un rôle essentiel dans le dispositif et*

*nos élus, nos parlementaires, nos ministres originaires du territoire doivent porter ce projet retravaillé au niveau gouvernemental sous un délai de six mois ».*

Il énonce que les sujets avancés au projet sont assez complexes, on peut citer la protection du balbuzard pêcheur, les conditions de navigation, d'exclusion, l'occupation de l'espace dans le temps avec des interdictions qui s'exercent sur certaines périodes de l'année. De plus, des sujets apparaissent au débat notamment la question des licences. L'ensemble de ces sujets mérite d'être travaillé. Des exemples existent ailleurs, notamment à Cassis du côté de Marseille, qui fonctionnent actuellement ou sur d'autres points du littoral. Des propositions peuvent être faites. Le secrétaire général déclare aux différents usagers qu'il comprend les peurs légitimes que ce projet suscite notamment pour la pérennité de leur activité professionnelle, pour leur famille.

En matière de gestion, il déclare que *« cette situation ne peut toutefois perdurer, cela a également été souligné par la Collectivité de Corse, il faut faire évoluer le texte et faire bouger des lignes sur les sujets difficiles »*. Il s'engage en responsabilité et fait part de sa disponibilité pour engager un travail sur le sujet. Il dit qu'il faut éviter les oppositions stériles qui se retourneraient contre les territoires et les acteurs locaux en premier lieu.

Le sous-préfet de Calvi vient compléter ces propos :

*en soulignant « une approche effectuée via la concertation et le débat public. Ainsi, l'échange se déroule en deux temps. Le premier est celui de la présentation et de l'association, ce qui a été fait par les services à l'aide d'une maquette élaborée sur des bases techniques, réglementaires et scientifiques. Il a été soulevé des points techniques et scientifiques qui sont saillants au projet, des points justifiés, des points d'ordre factuel. Ainsi sur l'interrogation de la présence actuelle ou non de nids de balbuzards en certains lieux, ce sont des données quantifiables et vérifiables ; et s'il y a des objections et des corrections à apporter, c'est à l'occasion de débat public comme aujourd'hui qu'il faut pouvoir faire surgir ces questions et le cas échéant apporter des mesures correctives ».*

Il rajoute : Si dans le cadre de la concertation, lors de la préparation du décret, ces points n'ont pas été vus et que cela apparaît au débat public, ces éléments auront vocation à être traduits dans les résultats de l'enquête publique et portés à la connaissance des autorités pour le cas échéant, les prendre en considération et poursuivre le travail d'écriture. *« C'est vraiment ce qui doit nous animer aujourd'hui, l'expression de vos préoccupations »*. Puis *« à l'issue de l'enquête publique, de pouvoir travailler sur la base de propositions afin de répondre à l'objectif premier qui est de faire évoluer un texte qui a plus de cinquante ans, qui ne répond pas forcément encore, de par son ancienneté à vos besoins et à l'objectif initial qui est la préservation des sites et de ses usages »*. Cela a été demandé par l'Assemblée de Corse en 2021 qui avait appelé à faire évoluer ce document ». Cette réunion vise à prendre en compte l'ensemble de ces paramètres, *« dans un esprit - rappelé par Monsieur le secrétaire général - de la disponibilité, de l'écoute et du travail de co-construction, mais dans l'objectif qui nous a été précisé à tous de faire évoluer un vieux texte en vue de protéger et de transmettre ce patrimoine remarquable. Pour l'exemple cité précédemment d'un témoignage au sein de la population qui a vu le site se dégrader, de pouvoir arrêter cette dégradation et d'assurer la transmission aux générations futures »*.

Il complète : *« La parole est libre, c'est un point fondamental et afin de bien prendre en considération et se faire un point de vue technique, il demande à chacun d'être le plus clair possible de manière à ne loucher aucune de vos expressions, qu'elles soient retranscrites de la manière la plus fidèle possible. Cela constitue des bases de travail sur lesquelles il sera possible de faire évoluer le texte »*.

Monsieur François ALFONSI, au nom de la commune d'Osani, fait savoir qu'une délibération a été prise sur le sujet, le 7 décembre 2024, laquelle se prononce en opposition au projet.

A titre personnel, Monsieur ALFONSI fait savoir que deux considérations l'ont véritablement affecté. La première est que cela fait des années que cette question de la refonte du décret est sur la table. « On sait toutes les faiblesses de l'ancien décret et notamment l'impossibilité d'interdire le mouillage, même l'interdiction de mouillage de nuit. Ainsi, le préfet Maritime avait même à un moment contesté, pour l'avoir personnellement rencontré à Toulon, la validité de l'arrêté qui avait été pris par son prédécesseur ».

Tout cela ne pouvait continuer donc l'interdiction de mouillage sur la réserve est un bon élément au projet.

M. ALFONSI a deux questions qui concernent la sécurité : *« nous sommes à l'endroit le plus agité de l'Ouest Corse, le plus éloigné des abris sûrs (Calvi, Ajaccio, l'abri de Girolata plus petit n'est pas complètement sûr) »*. A Girolata, il rappelle la survenance d'un événement climatique que la météo n'avait pas prévu et qui a complètement ravagé tous les bateaux présents. Il rappelle qu'un ami pêcheur est décédé, Jean-Paul Didincx, et que cela aurait pu avoir des conséquences beaucoup plus graves en matière de pertes humaines. *« Enlever le seul abri existant sur un très long parcours, dans un endroit très fréquenté par la plaisance et par la délégation fédérale, au regard des possibilités de sécurité de la navigation, cela semblait au conseil municipal complètement incongru »*.

M. ALFONSI interroge quant à l'absence d'étude d'impact relative à la sécurité de la navigation sur ce secteur, du fait de la nouvelle réglementation que l'on cherche à mettre en place. Cela lui apparaît être un manque conséquent au dossier. Les problèmes de sécurité ne sont pas des problèmes secondaires mais principaux.

La commune d'Osani demande à ce que l'on aille de l'avant et s'engage à accompagner (le périmètre de la réserve étant à 95 % sur le territoire de la commune), les différents acteurs notamment les bateliers qui fréquentent Girolata.

Ceci étant, M. ALFONSI fait part d'une totale incompréhension quant à la rupture qui a eu lieu. Cette proposition de « mise sous cloche » de l'ancienne réserve intégrale est une proposition qui n'a jamais été mise sur la table, à aucun moment, ni par les services de l'Etat, ni de la part des associations environnementales et ce, malgré la dizaine de réunions qui s'est déroulée. Les associations demandent la protection du site, ce qui est logique. Puis, tout d'un coup, cette proposition est soumise aux acteurs locaux sans savoir quelle en est l'inspiration, ce qui est complètement contradictoire avec l'esprit de concertation qui doit dominer. Par ailleurs, si la protection de tous les espaces naturels de l'Ouest Corse est recherchée, cela ne se limite pas à Scandola et d'autres lieux tel Capo Rossu méritent d'être protégés. En matière de protection des espaces naturels marins, ceci pourrait constituer un exemple en Méditerranée.

#### 8<sup>ème</sup> intervention.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Corse-du-Sud fait valoir que le point qui vient d'être évoqué est très important, ceci rejoint ce qui vient d'être dit par Monsieur ARMANET, président de l'OEC. En effet, les discussions menées au niveau local ces derniers mois n'avaient pas porté sur ce sujet. Le dernier avis du CNPN, fameux conseil d'experts, a introduit cette dimension et c'est cette position maximaliste qui a été retenue au regard des enjeux environnementaux. Aujourd'hui, les services de l'Etat comprennent bien qu'au-delà des enjeux environnementaux, il y a nécessité de prendre en compte les enjeux économiques, touristiques et tout simplement de vie sur le territoire, les enjeux sécuritaires qui doivent être intégrés. Ces éléments sont arrivés tardivement dans le débat par le Comité. L'avis du CNPN a posé les bases du projet de décret. Au niveau local, il est précisé que cela n'était pas envisagé et c'est pourquoi cette proposition est soumise au débat.

#### 9<sup>ème</sup> intervention

Le représentant des bateliers interroge sur les motifs ayant conduit à la rédaction du projet de révision selon cette orientation : « *comment en est-on arrivé là ?* ». En effet, l'OEC et le PNRC ont été invités à participer au débat et aux réunions d'études préalables. Finalement, « *tout le monde tombe à la renverse* » une fois le projet de révision défini. En qualité de représentants des bateliers, ils ont assisté aux différentes réunions, il n'a jamais été évoqué une « mise sous cloche » et une fermeture d'une partie de la Réserve Naturelle de Scandola.

Le représentant des bateliers souhaite comprendre et obtenir une explication sur le fait de présenter un projet ayant bénéficié de concertations et pour lequel les acteurs associés ne sont pas informés des derniers éléments ayant permis la rédaction du présent projet. « Comment cela fonctionne ? » puisqu'apparemment le temps presse à présent.

#### 10<sup>ème</sup> intervention

Le secrétaire général de préfecture de Corse renvoie à ces propos préalables même si la réponse peut paraître insatisfaisante et précise que les discussions ont été menées localement dans un premier temps puis, au niveau national puisque c'est un sujet de portage ministériel. Le secrétaire général informe que le CNPN a rendu trois avis sur la RNS.

M. Tristan BATAILLE donne les précisions suivantes :

- . Le premier avis du CNPN date de 2020, il s'agit d'une **auto-saisine** du sujet visant à alerter sur la gravité de la situation de la RNS de leur point de vue,
- . Avis du CNPN de janvier 2023 qui oriente le travail de révision « **avis d'opportunité** »,
- . En mai 2023 s'est déroulée la visite du Rapporteur missionnée par le CNPN,
- . En avril 2024 le CNPN a rendu un « **avis intermédiaire** » lequel établit des recommandations visant une protection accrue du site de la RNS.

M. ARMANET, président de l'OEC, fait savoir que le dernier avis du CNPN a été communiqué par les services de l'Etat la semaine dernière.



#### 11<sup>ème</sup> intervention

Le représentant des bateliers interroge sur le fait de savoir si le CNPN prend en compte les avis généraux ou ne se prononce que sur les seuls enjeux environnementaux.

Madame la présidente de la commission d'enquête fait savoir que le CNPN émet un avis sur les enjeux environnementaux, suivant un principe de conservation des réserves naturelles au sens des dispositions du Code de l'Environnement.

Le dernier avis du CNPN recommande des règles de protection plus forte pour la Réserve Naturelle de Scandola. Ces éléments sont présents au dossier d'enquête publique.

#### 12<sup>ème</sup> intervention

Une personne voudrait savoir sur quels motifs se base la mesure visant la fermeture d'une zone du site de la RNS toute l'année et quelles en sont les justifications.

Madame la présidente de la commission d'enquête relaie cette demande de motivation sur la zone de protection intégrale de la réserve dite « hot spot ».

M. Tristan Bataille précise que la base scientifique du projet de réglementation soumis à enquête publique provient des recommandations du Comité National de la Protection de la Nature composé d'experts, le fruit de la visite et des constats du rapporteur de la commission, des données scientifiques. Il a été considéré qu'au regard de la richesse exceptionnelle de la réserve, les mesures de protection devaient être accentuées.

#### 13<sup>ème</sup> intervention

Une personne du public demande à ce que l'on explique l'intérêt environnemental de cette mesure.

#### 14<sup>ème</sup> intervention

Le représentant des bateliers donne l'exemple de la protection des coraux et en aucun cas la circulation des bateaux ne vient perturber les coraux. Il y a des tombants de 40 mètres sur le site.

#### 15<sup>ème</sup> intervention

La personne insiste afin de connaître sur quelle base (scientifique ou autre) cette mesure est formulée et quel en est l'intérêt.

#### 16<sup>ème</sup> intervention

Une personne fait valoir que derrière ce projet, il y a les associations environnementales et cite U Levante. Tout le monde le pense et personne ne le dit. Il n'y a qu'à confier la gestion de la réserve à cette association environnementale et on gagnera du temps.



## 17<sup>ème</sup> intervention

La personne déduit de la non-réponse à sa question que ce projet est le résultat d'un lobbying qui s'est organisé. La réserve actuellement n'est pas en danger.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Corse-du-Sud s'inscrit en faux, il ne peut être dit qu'aucune réponse ne peut être apportée pour justifier les raisons ayant conduit à un renforcement des dispositions de protection de la réserve naturelle de Scandola. En effet, le rapport du CNPN a été produit en avril 2024. Il y a eu des échanges localement puisqu'il a été présenté par le préfet maritime, le préfet de Corse à la Collectivité de Corse en mai-juin dernier. Ce rapport ainsi que toutes les annexes scientifiques sont produits au dossier d'enquête publique et sur les différents sites Internet. Tous les éléments scientifiques sont présentés en annexe du rapport de présentation du projet de révision du décret de la réserve naturelle de Scandola (cf. pièce 8 du dossier, on retrouve les deux avis du Conseil National de la Protection de la Nature).

## 18<sup>ème</sup> intervention

Se présente Monsieur Jean-Baptiste ROSTINI qui déclare exercer la profession de promenade en mer depuis 1989 et estime avoir une certaine expérience à partager dans le domaine. Quand il a débuté cette activité avec Jean-François LUCIANI, collaborateur de Monsieur François ALFONSI, les balbuzards suscitaient l'émerveillement tant ils étaient rares. Il a pu constater de nombreuses bandes de mulets sur toute la côte notamment à « *Cala di Ponte* », « *Cala maiora* », « *A Ficaccia* », « *A Bustaghja* », à Porto, etc...

Depuis quelque temps, il ne voit plus de mulets et même s'il n'est pas un scientifique, il a à son acquis 35 ans d'observation sur le site. Les mulets constituent la nourriture privilégiée du balbuzard. Les seuls mulets que l'on peut observer sont dans le port de Porto. Toute la côte des calanques de Piana est un endroit privilégié pour le balbuzard. En effet, à la côte, les fonds ne sont pas très profonds, entre 25 et 30 mètres et ce sont des zones assez poissonneuses.

A Scandola, M. ROSTINI n'observe plus beaucoup de balbuzards et il pose la question suivante : « finalement est-ce que c'était vraiment leur place à Scandola, les balbuzards ? ». Si auparavant cette espèce constituait une curiosité, selon Monsieur ROSTINI, aujourd'hui le balbuzard est commun. En effet, il arrive souvent que, lorsqu'il lave son bateau sur le port en écoutant de la musique, le balbuzard est tout près et ne bouge pas. Il attend le poisson. Ce qui fait qu'un oiseau et toute autre espèce animale se maintient sur un site c'est la nourriture.

Il fait part de sa désapprobation au projet c'est-à-dire qu'à la limite, en raisonnant par l'absurde, il y a l'établissement d'une zone de protection intégrale mais ce qui est gênant c'est de se donner la possibilité d'étendre cette mesure à l'ensemble de la réserve. On ne sait pas sous quelle forme ces mesures peuvent évoluer à l'avenir. Et la protection renforcée autour des nids qui suppose de se tenir éloigné de nids qui n'existent plus ou de nids vides, alors que les locaux ont toujours vu l'espèce balbuzard se développer à des endroits où il y avait du mouillage. Pour illustration, à Capo Rossu, il y a les plaisanciers, les loueurs de bateaux, la plongée sous-marine, les pêcheurs professionnels, les pêcheurs sous-marins, c'est pareil à Figaghjola et là le balbuzard prospère. Mais par contre il faut reconnaître qu'à Scandola, les résultats relatifs au balbuzard ne sont pas très satisfaisants. Mais peut-être que Scandola n'est pas un lieu privilégié pour le balbuzard. Les professionnels sont pour la préservation mais ce qui est gênant c'est le principe d'étendre cette zone au Capo Rossu. Cela veut dire que l'interdiction va s'appliquer sur toute la zone, c'est la fin des activités professionnelles connexes,

et si l'on tient compte du périmètre de 250 mètres autour des nids, cela équivaut à naviguer à 300 mètres de la côte. De plus, le projet de décret prévoit la possibilité de créer de nouvelles zones de quiétude. C'est la raison pour laquelle on voit Cala di Ponte avec peut-être la possibilité de reconstruire le nid. Parce que le nid de Palazzu est un nid artificiellement construit dans les années 1980. Ce qui est gênant c'est que cela nuit gravement à l'activité professionnelle.

#### 19<sup>ème</sup> intervention

Un batelier vient préciser que la plus belle zone de quiétude de la RNS est le Palazzu. Pendant des décennies, on y a connu le balbuzard avec le petit à l'intérieur du nid. Il a été mis en place une zone de quiétude il y a 4 ans et là le balbuzard a disparu. L'endroit le plus préservé qui bénéficie d'une zone de quiétude depuis un certain temps, où on a vu le balbuzard en permanence, ce balbuzard a disparu de la réserve. Et il y a d'autres nids qui se forment autour du port de Porto qui est un entonnoir où les bateaux font des allées et venues régulières, il y a un nid à droite et un nid à gauche, et les balbuzards viennent pêcher dans le port au milieu des bateaux. Pour ceux qui s'intéressent à cet oiseau, le batelier les invite à aller sur le site Internet « osprey nest ». On peut y voir ces oiseaux partout dans le monde où ils nichent en pleine ville à Miami où les services sont obligés de détruire les nids ; où ils nichent au Mexique – ce qu'il a pu observer personnellement – sur le toit des restaurants. Les balbuzards sont à environ 3 mètres au-dessus des hommes qui sont en train de marcher et les balbuzards ne s'envolent pas...Le batelier invite toute personne intéressée à découvrir par ce moyen cet oiseau.

De plus, entre 2006 et 2010, il y a eu 33 poussins délocalisés en Toscane, dans la réserve de la Maremma ainsi qu'en Sardaigne, par l'ancien Conservateur de la Réserve Naturelle de Scandola. La maturité sexuelle s'opère à 6 ans et l'espérance de vie est de 20 ans. On s'aperçoit 10 ans après qu'il y a des problèmes de reproduction. Il interroge sur un possible lien de cause à effet.

#### 20<sup>ème</sup> intervention

Un batelier demande la parole. Il déclare qu'au rapport de présentation, il est fait état des mesures d'éloignement avec le commentaire suivant « dont il faudrait mesurer l'efficacité ». Cela est grave puisque ces mesures datent de quatre ans et depuis ce temps, il n'y a eu aucune conclusion sur les observations faites sur les zones de quiétude. A son avis, il n'y a pas de conclusion puisque cela n'est pas probant. De plus, il est produit au dossier un graphique faisant état d'une chute de natalité du balbuzard qui ne peut qu'inquiéter les personnes qui ne connaissent pas le sujet. Sauf que si l'on observe le graphique de plus près, on voit que de 2013 à 2019 il y a une absence de données. Cette période correspond au prélèvement de poussins transportés en Toscane qui a été un échec. Cela s'est effectué contre l'avis du Conseil scientifique de la réserve qui s'est dissous suite à cette décision.

#### 21<sup>ème</sup> intervention

Le représentant des bateliers souhaite compléter ces propos. En 2020 et 2021, c'était une période de confinement total, il n'y avait aucune navigation dans le golfe de Porto ni ailleurs. Les statistiques sont exactement les mêmes et la chute ne s'est pas arrêtée même s'il n'y avait pas de bateau. La circulation des bateaux a repris au mois de juillet très lentement suite à la période COVID et cela n'a véritablement rien changé. Le balbuzard niche avril – mai -juin, à partir de la mi-juillet, grand maximum fin juillet, les oiseaux se sont tous envolés. Ces éléments peuvent être confirmés ici puisque des ornithologues sont

présents. De temps en temps, il reste un oisillon dans un nid, cela fait l'objet de signalement et les bateliers font attention. Il souhaite savoir si ces statistiques ont été prises en compte « pour justifier qu'il ne faut plus de bateau. Il était prévu des réunions de travail pour aménager comme cela était annoncé à l'origine, et du jour au lendemain, il y a une « mise sous cloche ». On a travaillé pendant des années pour essayer d'améliorer, et là on nous met au pied du mur. Nous (les bateliers) sommes absolument contre ce projet de décret dans l'état où il est. Sachant que la plupart des mesures annoncées a déjà été repris dans la Charte des bateliers à laquelle une grande partie des professionnels a adhéré. On avait donc anticipé tout cela et on l'appliquait d'une manière générale ».

Madame la présidente de la commission d'enquête invite à déposer cette charte pour information à l'enquête publique.

## 22<sup>ème</sup> intervention

Un batelier prend la parole et fait savoir qu'au lieu de se focaliser sur les 8 nids présents sur la RNS, il s'agirait de prendre en considération le fait que sur la façade maritime, entre Calvi et Cargèse, il y a actuellement 49 nids. Ces données connues, cela permettrait peut-être de mieux comprendre le fonctionnement. S'il y a 49 nids sur la façade maritime, c'est grâce à l'action du PNRC. Dans la réserve naturelle de Scandola, il y a des à-pics de 30 à 40 m. Il faut savoir que le balbuzard pêche dans un mètre d'eau. Il est incapable de pêcher plus bas. Donc le balbuzard préfère peut-être pêcher à d'autres endroits où il bénéficie de plus d'espace. Cet intervenant demande à considérer l'étude du balbuzard sur un périmètre plus large, à l'échelle des 49 nids, et non simplement de la Réserve Naturelle de Scandola.

## 23<sup>ème</sup> intervention

M. Gilles FAGGIO, ornithologue à l'Office de l'Environnement de la Corse, fait savoir que depuis 2020, les services de l'OEC ont repris la coordination et le suivi du balbuzard pêcheur, à la fois sur la façade maritime occidentale et sur toute la Corse, en collaboration avec les opérateurs historiques tel que Parc Naturel Régional ou d'autres structures où cet oiseau niche ailleurs en Corse. M. FAGGIO précise qu'il ne va pas faire une démonstration de la biologie de l'espèce mais simplement en préciser le contexte.

Dans les années 1970, il ne restait que 6 à 7 couples dans le secteur de Scandola. Actuellement, il y a environ 35 couples qui nichent sur tout le littoral de la Corse, dont 80 % sont répartis de Calvi jusqu'à Galeria.

C'est une population en augmentation en matière de couples nicheurs depuis les années 1970, en constante augmentation même légère. C'est vrai que depuis une vingtaine d'années, le succès reproducteur est en baisse. On observe qu'il y a eu plusieurs baisses de ce succès reproducteur en fonction du nombre d'effectifs ou d'autres éléments.

Madame la présidente de la commission d'enquête relaie le questionnement du batelier qui souhaite connaître dans quelle proportion, il y a un déplacement du balbuzard vers d'autres secteurs et si sur ce nombre de nids, la population est identique ou si elle connaît une décroissance.

Monsieur FAGGIO informe que le nombre de couples nicheurs n'est pas en décroissance voire même en légère augmentation, ceci depuis au moins vingt ans. En revanche, le nombre de jeunes à l'envol a largement diminué par rapport aux années 1980.

Madame la présidente de la commission d'enquête souhaite que l'on explique la différence entre le succès à la reproduction et le succès à l'envol.

Pour résumer, par succès reproducteur on considère le nombre de jeunes à l'envol par couple. Monsieur FAGGIO précise les données pour toute la Corse : soit environ une douzaine de jeunes à l'envol chaque année, alors que dans les années 1980, on connaissait des valeurs proches de 60-70 oiseaux à l'envol sur toute la Corse. Cet élément est à travailler.

On dénombre 35 couples en Corse mais beaucoup plus de nids puisqu'un couple peut utiliser certains nids proches. Lorsque l'on travaille sur une espèce, en l'occurrence un oiseau, il se déplace, cela ne s'étudie pas sur un espace restreint tel que la réserve naturelle de Scandola. Il faut élargir le périmètre de l'étude soit Calvi-Cargèse, la Corse voire tout le bassin méditerranéen. On dénombre actuellement 6-7 couples en Toscane, 2 couples en Sardaigne et ensuite il y a les populations qui sont plus au Nord de l'Europe. Plus précisément et s'agissant du nid de Cala di Ponte, ce nid est connu et il n'y a pas eu de reproduction depuis 2012. Ce nid n'est pas occupé depuis plusieurs années.

Madame la présidente de la commission d'enquête interroge sur le fait de savoir si un nid non occupé une année pourrait l'être l'année suivante.

M. FAGGIO fait savoir que tant que le nid est en bon état, cela reste possible. Une fois qu'il n'y a que quelques branches dessus, il y a peu de chance qu'ils reviennent, en tous les cas pas de suite. Historiquement, il existait d'autres nids qui se situaient à Scandola et ailleurs. Ils ont disparu en raison des conditions météorologiques.

#### 24<sup>ème</sup> intervention

Une personne du public interroge sur les causes de la mortalité de cet oiseau : nourriture en diminution, dérangements par les bateaux...Les études ne sont pas très claires.

M. FAGGIO précise que cela ne s'étudie pas en fonction de la mortalité mais en matière d'échec à la reproduction, il y a moins d'oiseaux qui arrivent à la ponte.

La personne du public interroge sur un possible phénomène de surpopulation du balbuzard.

Madame la présidente de la commission d'enquête fait savoir qu'au dossier, des études scientifiques démontrent qu'un rayon de 250 mètres doit permettre d'assurer la tranquillité du balbuzard et que l'oiseau va préférer se nourrir le plus aisément possible autour du nid (en bas de la falaise plutôt que de faire de longs parcours). Madame la présidente de la commission d'enquête informe que les dernières études établissent ce périmètre de protection entre 250 et 300 mètres.

Les personnes du public interrogent sur la justification d'une protection des nids vides.

#### 25<sup>ème</sup> intervention

Monsieur ARRIGHI du PNRC vient compléter le propos de Monsieur FAGGIO en amenant un point de contexte : le balbuzard est une espèce protégée. Actuellement, un Plan National d'Actions est en cours de rédaction qui vaut pour la France continentale et la Corse. Un certain nombre de questions se posent, un peu moins sur l'écologie de l'espèce, mais plutôt sur le succès de reproduction. Ces éléments vont être documentés dans les années à venir puisqu'un programme est en train d'être mis en place, afin de justement essayer d'en identifier les causes qui semblent multifactorielles. La question du

dérangement se pose bien évidemment mais ce n'est pas la seule. Ainsi, dans les années à venir, il y aura des informations plus documentées et précises sur les causes de ce déclin.

## 26<sup>ème</sup> intervention

Monsieur Jean-Michel CULIOLI, Chef de service - Espaces protégés à l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC), fait savoir que le travail commun initié depuis 2019, a permis de mettre en place un suivi scientifique et d'obtenir des données qui sont publiques. Le suivi s'effectue nid par nid, ce qui donne une vue de l'ensemble de la situation que l'on verse à la communauté scientifique. Ce travail a été effectué avec les moyens de l'OEC et par expérience, on peut citer la gestion d'autres réserves telle que celle de Bunifaziu où les services de l'OEC sont garants de la conservation de la biodiversité et où ils mènent un travail commun avec les pêcheurs professionnels depuis une trentaine d'années, avec l'ensemble des bateliers sur Bunifaziu. Il y a eu une prise de conscience qu'il fallait mettre en place un quota, mettre en place des licences, mettre en place des systèmes qui vont pérenniser une approche.

*« Notre environnement ne peut pas, à un moment donné, accueillir toute la pêche récréative de l'Europe entière. Cela est impossible parce que les pêcheurs professionnels n'auront plus de poissons, parce que notre besoin social d'aller pêcher quelques poissons ne sera plus possible ».*

Sur la question du balbuzard, on a travaillé sur la base de données scientifiques de manière à avoir de bonnes pratiques. Ainsi, il y a un constat scientifique nid par nid, un travail d'observation et de production de données s'établit sur plusieurs années. Pour exemple, cela a permis d'identifier un problème lors de la période COVID. Les scientifiques travaillent sur des hypothèses, sur plusieurs années, ils publient ces données et doivent pouvoir confronter ces résultats avec d'autres travaux de recherche afin d'identifier les potentielles causes liées à cette baisse de reproduction. Actuellement, il n'y a que quatre ans de données disponibles et publiques. Ce travail a été réalisé avec les moyens de l'OEC et du PNRC et il est important de préciser que c'est un travail commun mené avec l'ensemble des acteurs.

Ce travail s'est effectué sur la base d'un engagement commun de l'ensemble des acteurs (scientifiques, usagers) avec l'objectif de protéger le nid quand il est occupé. Les considérations du CNPN et du Conseil scientifique de la réserve naturelle de Scandola ont été suivies de façon à mettre en place cette mesure. Cette mesure est très importante puisque la Collectivité de Corse nous a chargé d'instaurer une réserve naturelle de Corse qui englobe la RNS puisque c'est une demande de l'UNESCO.

Par ailleurs, il ne faut pas voir une réserve naturelle comme un espace où on ne peut rien y faire, et en ce sens, M. CULIOLI renvoie à l'exemple de la réserve de Bunifaziu où les élus ont adopté pour les dix prochaines années un plan de gestion à l'unanimité, soit sur une surface de 80 000 hectares. Les pêcheurs professionnels peuvent pêcher, les bateliers peuvent exercer leur activité de promenade en mer et cela s'inscrit dans le temps.

L'objectif de créer une réserve naturelle de Corse au droit de la réserve naturelle de Scandola en procédant à une modification du décret est très important et doit se bâtir sur la confiance qui a toujours existé entre les différentes parties. Dès lors, si on protège les nids qui n'existent plus ou qui ne sont pas occupés, il y a un réel risque de voir cette confiance bâtie depuis cinq années mise à mal. Ces relations de travail constructives doivent pouvoir se poursuivre dans la confiance et le respect de chacun.

Le travail avance sur des bases de données scientifiques avec l'ambition d'une protection bien plus large, de telle façon à protéger l'ensemble des nids, la ressource halieutique, sur l'ensemble de l'environnement qui se modifie. Pour exemple, le corail se modifie en raison d'une élévation de la

température de la mer Méditerranée. Selon les experts du plan Bleu, l'augmentation annoncée à échéance 2050 serait de d'une température de l'eau de + 2°C. Il va y avoir énormément de problèmes à gérer et il vaut mieux agir localement tous ensemble plutôt que de subir ces problèmes.

Ainsi, quand on observe un nid non occupé et que l'on va devoir mobiliser des équipes de l'OEC et du PNRC afin d'assurer leur surveillance, c'est de l'argent public dépensé pour rien.

## 27<sup>ème</sup> intervention

Monsieur Dominique PIERI, président de l'association des bateliers de Scandola, fait savoir que la situation telle qu'elle est décrite paraît ubuesque voire grotesque. Il interroge sur les raisons justifiant de s'écarter du périmètre de protection autour de nids vides. Dans les années 1970, on a fait un état de la progression du balbuzard alors que la circulation des bateaux était anecdotique. Il n'y avait pratiquement pas de balbuzards. Il y a eu une chute évidente à un moment de la reproduction du balbuzard, dans cette réserve et de manière générale. Tout ceci se résume à une seule hypothèse et on décide de tout fermer. Or cette situation est connue puisqu'en 2020-2021, en période COVID, il n'y avait pas d'activité, et ce sans plus de succès sur le nombre de balbuzards à l'envol.

Il serait souhaitable que cette situation soit prise en compte dans les remontées de données afin d'analyser les causes réelles de ce déclin. Des discussions ont eu lieu avec les services de l'OEC sur les licences, les quotas, des problématiques de la RNS et il faudra aboutir à des dispositions. Toutes ces discussions sont passées à la trappe.

Pour les projets à venir, il risque d'y avoir une opposition forte de la part des acteurs du terrain. Deux ans de discussions et de réunions pour aboutir à un projet définitif et décidé de manière unilatérale.

La question primordiale qui se pose est que la révision d'un décret obéit à un calendrier bien précis et il souhaite savoir quelles peuvent être les suites : report du projet de révision du décret, corrections à apporter...S'il y avait eu des échanges préalables, il pourrait y avoir un résultat et une discussion pleine de bon sens aujourd'hui. Or le cadre de révision d'un décret est déterminé et compliqué.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Corse du Sud rappelle que le processus est très long comme évoqué lors de la présentation. Aujourd'hui, début 2025, il est soumis une proposition de texte, et s'il est possible de partager un certain nombre d'observations, cette proposition peut ne pas être complètement satisfaisante.

La question qui se pose -au-delà de la phase d'enquête publique qui va se poursuivre jusqu'au mois de février 2025 et recueillir l'ensemble des avis et le cas échéant les propositions- c'est l'étape suivante. C'est ce qui a été déclaré à un certain nombre d'entre vous en aparté, « nous avons un temps de travail jusqu'au mois de juin 2025 » afin de faire évoluer sous l'égide de l'Office de l'Environnement de la Corse, de la Collectivité de Corse notamment, les propositions avec les contributions des maires qui souhaitent se positionner et faire des contre-propositions, les bateliers, les pêcheurs professionnels, tous les acteurs socio-professionnels intéressés au sujet et toutes les contributions, afin d'obtenir une proposition la plus aboutie techniquement et politiquement.

In fine, c'est la Ministre en responsabilité qui présentera ce projet politiquement au Conseil d'Etat. Il y a tout un cheminement à notre niveau avec vos contributions pour que cette version qui est proposée aujourd'hui puisse être amendée, améliorée, et que politiquement elle soit défendue par toutes les instances qui sont en capacité localement, les parlementaires, les ministres qui ont une sensibilité par rapport au territoire et qui sont susceptibles de faire évoluer la proposition qui est présentée

aujourd'hui. « Rien n'est terminé, tout va commencer et c'est maintenant ». Sur les choses qui auraient pu être mieux anticipées, le secrétaire général invite « à regarder devant » et fait savoir que le délai est de six mois pour faire avancer les choses.

## 28<sup>ème</sup> intervention

M. ARMANET, président de l'OEC, fait savoir qu'il est un « adepte du regarder devant » mais propose que les services de l'Etat fixent le tempo. Ainsi, la proposition peut se révéler satisfaisante mais Monsieur ARMANET souhaite avoir communication du document, avant qu'il ne soit transmis au Gouvernement. Pour cela, il voudrait connaître les propositions de calendrier de réunions.

Le secrétaire général de la préfecture de Corse-du-Sud précise qu'au mois de mai 2025, les services de l'Etat doivent avoir défini leur maquette locale. Il propose un travail commun, soit à compter de ce jour et jusqu'au mois d'avril 2025. Ce travail d'intelligence collective doit permettre d'établir une nouvelle version plus aboutie du projet de révision du décret, mais au regard du portage du sujet, l'Office de l'Environnement de la Corse, le Parc Naturel Régional de Corse, la Collectivité de Corse ont tout de même aujourd'hui, et encore plus demain, un rôle très important voire de « *leadership* »\* sur le sujet (*\*capacité à inspirer et influencer en vue de l'atteinte de l'objectif commun*).

Les services de l'Etat se mettent à disposition pour élaborer un projet, de la même façon que des réunions ont été tenues ces derniers jours avec les maires et un certain nombre de socio-professionnels, le travail va se poursuivre. En revanche, il faut que le territoire autour de la Collectivité de Corse qui est en responsabilité prenne le leadership. Localement, il y a une expression qui est claire, autour de la Collectivité de Corse, il y a possibilité d'agréger les choses.

Dès lors et comme proposé, M. ARMANET se déclare prêt « à prendre le leadership » et à faire remonter un certain nombre d'observations des socio-professionnels tels les pêcheurs, les particuliers qui vont participer aux activités, les bateliers, et de tout le monde. D'ailleurs, le président de l'OEC précise qu'il a déjà été entendu par les membres de la commission d'enquête et qu'ils connaissent son avis sur le sujet.

Toutefois, le président de l'OEC souhaite que ce travail qui se veut collaboratif avec les services déconcentrés de l'Etat, soit assuré de la garantie, au travers de cette participation, d'une information préalable de l'OEC sur le texte finalisé c'est-à-dire avant transmission au Ministère, et d'une validation commune.

Le secrétaire général de la préfecture de Corse-du-Sud annonce que la version qui sera transmise au Ministère sera une version qui sera discutée ensemble et qui consolidera le sujet.

Sur cette base, M. ARMANET s'engage à réunir et faire valoir l'ensemble des remontées des acteurs locaux afin d'établir des propositions.

Monsieur le secrétaire général précise que c'est tout l'esprit du processus et l'idée est que la version qui sera transmise au Ministre soit réaliste, c'est pour cela que précédemment il était rappelé qu'il fallait bouger les lignes. Toutefois, il y a des enjeux sur lesquels il faut que l'on soit tous en responsabilité, il faut que la Ministre soit en capacité le moment venu de porter ce document et que cela ait du sens.

Monsieur ARMANET rappelle les différents aspects sur lesquels le travail doit porter :

1. Le côté sécuritaire,



2. Les pêcheurs professionnels,
3. Les bateliers,
4. Pas de nids vides à surveiller.

« Si l'on est en accord sur ce consensus, les remontées d'information seront très claires » déclare M. ARMANET qui rappelle que la Collectivité de Corse est à l'origine de la demande de révision de ce décret et que toutes les autres mesures sont portées par les gestionnaires que sont l'OEC et le PNRC : « on ne veut plus d'ancrage dans la posidonie, on ne veut plus de bateaux de nuit sauf les pêcheurs professionnels, on ne veut plus de trafic intense. L'accord est général sur ces points, c'est pour cela que l'on travaille notamment sur des licences ; la proposition qui a été faite est élaborée ».

M. ARMANET fait part du souhait d'être entendu. Il informe qu'il a adressé trois courriers à Madame le Ministre qui sont restés à ce jour sans réponse.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud assure que la séquence qui s'ouvre aujourd'hui et la prise en compte des avis individuels, collectifs et les contre-propositions sont très importants.

La présidente de la commission d'enquête observe qu'une concertation a eu lieu avant la soumission du projet de révision du décret. Entre temps, le CNPN a rendu son avis intermédiaire en avril 2024 et le texte du projet est basé sur ses recommandations sans qu'une nouvelle concertation ait lieu. Aujourd'hui le public demande une nouvelle concertation afin que le projet réponde aux problématiques de terrain. Monsieur le secrétaire général de préfecture a confirmé l'engagement à poursuivre le travail d'élaboration du texte et de consultation des différents acteurs locaux sur les différents enjeux.

Selon ces principes, Monsieur ARMANET fait part de son assentiment à cette collaboration en vue de faire évoluer le texte et établir des propositions à soumettre à Madame la Ministre.

## 29<sup>ème</sup> intervention

M. Ugo BATTESTI, premier adjoint à la commune d'OSANI intervient pour rappeler également la nécessaire prise en compte de la pêche de loisir. Il fait part d'une expérience de 35 ans de pêche dans le golfe, à la canne et en chasse sous-marine régulièrement. Il connaît très bien les nids de balbuzards puisque son grand-père lui avait tout enseigné sur les sites et leur nécessaire protection. Aussi, il rejoint le témoignage de M. ROSTINI dans le fait qu'il observe moins de mulets. Il fait part de son constat d'un très net réchauffement de l'eau. Ainsi, l'été à une certaine profondeur, il n'y a plus de poisson. Le poisson n'aime ni lorsque l'eau est trop chaude ou trop froide. Forcément, si le balbuzard manque de nourriture, soit la reproduction ne se fait pas, soit il s'en va. Les bateliers ou les autres acteurs ne sont pas responsables à ce titre. Il fait remarquer que l'on ne parle que du balbuzard comme si la réserve lui était dédiée. De plus, comme tout le monde l'a dit, le nombre de balbuzards est en augmentation. Là où il n'est plus présent, c'est là où des caméras ont été placées au-dessus du nid. Sur la commune d'Osani, un nid qui a 32 ans d'existence n'est plus utilisé depuis qu'une caméra fixée avec un bâton est placée au-dessus du nid.

La présidente de la commission d'enquête fait valoir que dans d'autres lieux les capteurs d'images n'ont pas d'impact sur les oiseaux.



M. BATTESTI fait savoir que dans ce cas précis, il y a un réel impact. Ce nid se situe proche de la plage de la commune d'Osani. Il insiste sur la prise en compte des intérêts des pêcheurs de loisir qui ne sont pas des acteurs socio-économiques mais qui vivent à l'année au village.

Madame la présidente de la commission d'enquête souhaite savoir si des représentants de la plaisance sont présents dans la salle et souhaitent s'exprimer.

M. Ugo BATTESTI peut témoigner en qualité de plaisancier. Il fait savoir qu'il s'interdit d'emmener sa fille sur la réserve l'été afin de laisser les bateliers travailler. Les locaux y vont essentiellement l'hiver ou hors saison. Il souhaite profiter aussi des abords de la réserve. Sur un des périmètres autour des deux nids, le périmètre de protection se situe hors réserve naturelle de Scandola. Dans ce cas si les interdictions dépassent les limites de la RNS, cela pose question. Et il s'inquiète des conséquences pour le cas d'un nouveau nid établi, cela suppose une nouvelle interdiction et un nouveau périmètre de protection. Cela risque d'avoir pour effet la concentration des pêcheurs professionnels au même endroit et les possibilités moindres pour les pêcheurs de loisir. M. BATTESTI fait part de son insatisfaction face à des restrictions toujours plus importantes.

Madame la présidente de la commission d'enquête fait observer qu'il serait judicieux en cas de concertation globale d'entendre des représentants de la plaisance.

### 30<sup>ème</sup> intervention

Une personne souhaite intervenir et précise exercer la profession de batelier. Il fait observer que tous les nids sont situés dans les endroits clés de la visite. Cela pose un problème, ils sont au-dessus des grottes, au-dessus des arches...Le principe de protection de tous les nids occupés paraît une bonne mesure. Toutefois, il s'interroge sur la possibilité de mener l'expérience suivante à savoir laisser certains nids à la navigation, pendant que d'autres sont en zone de quiétude afin de savoir s'il y a un réel lien de cause à effet. Actuellement, on souhaite fermer tous les périmètres autour des nids sans savoir si cela gêne ou pas. Par exemple, si demain un balbuzard fait son nid sur le fortin de Girolata, cela entraîne-t-il la fermeture du port. C'est un problème à prendre en compte.

### 31<sup>ème</sup> intervention

M. PIERI, président des bateliers de Scandola, fait savoir que l'on a souvent mis en opposition les bateliers avec les protecteurs de l'environnement. Toutefois, il tient à signaler que les personnes qui se sont exprimées lors de la réunion publique notamment M. ARMANET, président de l'Office de l'Environnement de la Corse ; M. ALFONSI qui a été élu écologiste au Parlement européen ; M. CULIOLI, chef de service des espaces protégés qui a participé à la mise en place de la réserve de Bunifaziu et M. ARRIGHI du Parc Naturel Régional de Corse, se sont tous exprimé dans le même sens. Nous sommes complètement en phase avec ce qui a été dit, il s'agirait que les médias arrêtent de nous opposer systématiquement à toutes les mesures qui sont prises. Lorsque les mesures sont logiques, on est en accord avec les dispositions prises, quand elles sont ubuesques comme cela a été démontré on ne peut pas adhérer. On est en phase avec les personnes qui sont en charge de défendre l'environnement, au niveau local. Cela était important à préciser puisque « l'on oppose tout le temps les professionnels à l'environnement. On oppose l'argent à l'environnement. Si gagner sa vie est un crime, il faut dès lors le dénoncer. Et que l'on aille tous au tribunal ».

*Applaudissements suite à cette intervention*

### 32<sup>ème</sup> intervention

Un batelier souhaite donner son avis. Selon lui, il y a un procédé malhonnête qu'il faudrait arrêter qui est de faire état d'un « dérangement toutes les deux minutes de 6H00 du matin à 21H00 » et de là même laisser supposer que c'est comme cela toute l'année. De la même façon, il faudrait arrêter de dire qu'il y a 300 bateaux qui circulent sous les nids alors que l'on vient les compter au mois d'août, sachant qu'en août le balbuzard n'est plus là. Si on pouvait rectifier ces informations, ce serait bien. En matière de communication, cela est terrible. Pour affirmer cela, il ne faut jamais être allé dans la réserve au mois de mai ou au mois de juin. « *On laisse supposer que cela est valable toute l'année* ». Il faudrait faire cesser cette campagne de désinformation.

### 33<sup>ème</sup> intervention

Selon un professionnel ces éléments laissent entendre que la réserve est visitée les douze mois de l'année. Finalement la promenade en mer ne s'effectue que sur la moitié de l'année, avec les mois d'octobre et d'avril où dans le meilleur des cas, on peut compter sur une sortie voire deux dans la journée. Pour le reste, il y a 45 à 60 jours d'intempérie à prévoir (mer mauvaise, pluie). La réserve naturelle de Scandola est fréquentée quatre mois, entre 100 et 120 jours par an. Dès lors il faut arrêter de parler de « super » et d'« hyperfréquentation », dont on fait état systématiquement dans les médias.

La présidente de la commission d'enquête interroge le public sur la part de la plaisance sur cet espace.

### 34<sup>ème</sup> intervention

Un professionnel fait savoir qu'il y a eu des comptages. Au mois d'août, les plaisanciers représentent 85 % de la fréquentation de la réserve et les professionnels 15 % de cette fréquentation.

### 35<sup>ème</sup> intervention

M. BATTESTI interroge sur la période de quiétude à respecter pour les balbuzards, cela équivaut à combien de mois par an.

M. BATAILLE précise que la période prévue au projet de décret pour les zones de quiétude (hors zone verte correspondant à la zone de protection intégrale valable sur l'année) débute le 15 février jusqu'au 31 août. C'est la période englobante entre l'arrivée et les fins tardives pour la reproduction des balbuzards. Il est vrai que dans la majorité des cas, les vols sont terminés fin juillet, il y a certaines fois des retardataires ; la proposition est définie sur la période la plus englobante. Cette mesure est appliquée pour les nids dans le Cap Corse et les nids situés juste au Nord d'Ajaccio.

### 36<sup>ème</sup> intervention

Une personne interroge sur les motifs ayant conduit à limiter la vitesse à 5 nœuds dans la réserve naturelle de Scandola, en dehors des 300 mètres.

M. BATAILLE fait savoir que c'est le résultat de différentes études réalisées sur site, selon lequel la vitesse élevée produit du bruit sous-marin qui est néfaste. La proposition est faite de ralentir la vitesse sur l'ensemble de la réserve.

Cette personne fait savoir qu'il exerce une activité de promenade en mer entre Calvi et Porto et souhaite évoquer la question sécuritaire.

Sur la région Calvi-Balagne, on constate le plus grand nombre de jours de vents, et en navigation, on serre au plus près des côtes pour pouvoir descendre dans le golfe de Porto.

Quand on atteint la partie Nord de la réserve naturelle de Scandola, c'est là où l'on recherche les abris pour pouvoir être en sécurité. La vitesse de 5 nœuds au-delà des 300 mètres va nécessiter plus de temps pour pouvoir s'extraire de la zone. Dès lors, le bruit va durer plus longtemps et il y aura plus de sillages et de remous. Si l'on est autorisé à naviguer plus rapidement au-delà des 300 mètres, on dérange moins de temps. Également, quand on passe Gargalo et que l'on descend en direction du golfe de Porto, « passer du temps quand la mer de Sud-Ouest remonte et que vous vous faites brasser à 5 nœuds avec des creux importants, le chemin est très long en étant au-delà des 300 mètres. Si on peut s'en échapper à une vitesse plus élevée, cela est plus satisfaisant pour pouvoir se mettre à l'abri ». Pour ces raisons, ce professionnel fait savoir qu'il n'est pas en accord avec cette limitation de vitesse au-delà des 300 mètres, d'autant plus que les fonds marins sont très profonds et interroge sur le type d'espèce que l'on dérange à cette distance des côtes. Nous sommes à plus de 100 mètres de profondeur, la partie Nord et la partie Sud au-delà de 300 mètres ainsi que la passe de Gargalo sont des zones de sécurité importantes. On doit pouvoir y naviguer au-delà des 300 m du littoral à une vitesse de plus de 5 nœuds pour pouvoir échapper des zones de mauvais temps. Le passage du Gargalo, on doit pouvoir y accéder de tout temps afin de pouvoir naviguer en sécurité, tant par les mers de Sud que par les mers de Nord. Passer à l'extérieur n'est pas dérangeant quand il fait beau temps, au contraire, on peut voir de beaux paysages mais sur la période d'avril à octobre, le professionnel informe qu'il peut sortir sur 80 jours en mer dont 60 jours dans la réserve. « Si on nous enlève les abris, on ne peut plus travailler ». En belle saison, il précise effectuer deux rotations par jour.

## V Conclusions et fin de la réunion

Madame la présidente de la commission d'enquête remercie le public pour toutes les contributions intéressantes échangées. Elle note qu'une concertation préalable a eu lieu avant la production du dernier avis du CNPN sur lequel le projet de l'enquête publique a été élaboré. Les acteurs présents sont en désaccord avec plusieurs points de celui-ci et demandent une évolution du texte. Les services de l'Etat s'engagent au niveau local à poursuivre le dialogue en vue de faire possiblement évoluer le texte.

La présidente de la commission d'enquête invite toute personne intéressée au sujet à produire une observation selon les possibilités offertes par la procédure d'enquête publique.

*La séance est close à 16H50. – Annonce de la fin de l'enregistrement*

Annexe 1. Support de présentation par la commission d'enquête

Annexe 2. Support de présentation de la DMLC visant à présenter le projet de révision de décret de la Réserve naturelle de Scandola